

INPI /AC	Désignation d'un commissaire aux comptes pour la certification des comptes annuels des exercices 2026 à 2031	
15/09/2025		

**MARCHE DE DESIGNATION D'UN COMMISSAIRE AUX COMPTES
POUR LA CERTIFICATION DES COMPTES ANNUELS
DES EXERCICES 2026 à 2031**

**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES
(CCTP)**

Le présent CCTP comporte 9 pages numérotées de 1 à 9

TABLE DES MATIERES

1	OBJET DU MARCHE.....	3
2	CONTEXTE.....	3
3	PRESENTATION DE L'INSTITUT NATIONAL DE LA PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE.....	3
3.1	LES TEXTES CONSTITUTIFS	3
3.2	LES MISSIONS DE L'ÉTABLISSEMENT	3
3.3	ORGANISATION ADMINISTRATIVE, COMPTABLE ET FINANCIERE	4
4	SYSTEME D'INFORMATION COMPTABLE ET FINANCIER	7
5	PRESTATIONS A REALISER DANS LE CADRE DE CE MARCHE.....	7
5.1	DÉSIGNATION D'UN SUPPLÉANT	9
5.2	PRESTATIONS COMPLEMENTAIRES.....	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
5.3	RÔLE DE CONSEIL.....	9

1 OBJET DU MARCHE

Le présent marché a pour objet de confier une mission de certification des comptes sociaux annuels de l'Institut national de la propriété industrielle (INPI) dans le cadre d'un mandat d'une durée de six exercices à compter de l'exercice comptable 2026.

La mission du commissaire aux comptes pourra comporter, à la demande de l'établissement, des interventions qui s'inscrivent dans les diligences directement liées à la mission du commissaire aux comptes, telles que prévues par les normes d'exercice professionnel.

Le mandat de commissariat aux comptes débute à compter du premier jour de l'exercice comptable 2026 et prend fin à l'issue du conseil d'administration approuvant les comptes de l'exercice 2031.

2 CONTEXTE

Cette mission s'inscrit dans la démarche volontaire de la Direction générale de l'Institut National de la Propriété Industrielle.

Les comptes de l'INPI ne font pas l'objet de consolidation et sont certifiés depuis 2014 par un commissaire aux comptes.

Il importe également de préciser que les commissaires aux comptes des établissements publics de l'Etat sont désignés par l'organe délibérant.

3 PRESENTATION DE L'INSTITUT NATIONAL DE LA PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE

3.1 LES TEXTES CONSTITUTIFS

L'INPI est un établissement public de l'État doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière. Son existence est prévue par les articles L. 411-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle (CPI).

L'institut est soumis aux dispositions des titres Ier et III du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique et à l'instruction commune M9 sur la réglementation financière et comptable des établissements publics nationaux à caractère administratif.

3.2 LES MISSIONS DE L'ETABLISSEMENT

L'Institut national de la propriété industrielle (INPI) est un acteur majeur de l'innovation et de la création en France. Il délivre les titres de propriété industrielle (brevets, marques, dessins et modèles) et agit en faveur du développement économique par ses actions de sensibilisation et de formation.

L'INPI est l'opérateur du guichet unique pour les formalités d'entreprises (créations, modifications, cessations) et du Registre national des entreprises. Il assure la diffusion des données sur les entreprises et la propriété industrielle.

L'INPI participe activement à l'élaboration du droit dans les domaines de la propriété intellectuelle, du soutien à l'innovation et à la compétitivité des entreprises, et de la lutte contre la contrefaçon, en France et à l'international.

Enfin, l'INPI assure l'homologation des indications géographiques artisanales et industrielles.

3.3 ORGANISATION ADMINISTRATIVE, COMPTABLE ET FINANCIERE

Le Directeur général

Le directeur général de l'Institut national de la propriété industrielle représente l'institut dans tous les actes de la vie civile.

Il a sous ses ordres le personnel de l'institut.

Il prend toutes mesures utiles au fonctionnement de l'institut.

Il prépare et exécute le budget. Il établit les titres de recettes. Il engage, liquide et ordonnance les dépenses dans la limite des crédits ouverts au budget.

Il peut déléguer sa signature, notamment en matière de passation de marchés, à un ou plusieurs agents de l'institut, désignés par lui.

Le Conseil d'administration.

Le conseil d'administration définit la politique générale de l'établissement dans le cadre des orientations fixées par les ministres de tutelle. Il dispose notamment des compétences suivantes :

1° Il approuve le budget et ses modifications, le compte financier de l'exercice clos et l'affectation du résultat et se prononce sur le rapport annuel d'activité ;

2° Il fixe les orientations de la politique tarifaire, les conditions générales de passation des contrats, conventions et marchés conclus par l'établissement, les conditions générales d'emploi et de rémunération du personnel, le règlement intérieur de l'établissement ;

3° Il décide de la création ou de la suppression de filiales, des acquisitions ou cessions de participations, de l'achat, de la vente ou de la location d'immeubles ;

4° Il autorise les emprunts et accepte les dons et legs ;

5° Il décide des actions en justice et des transactions. Il peut déléguer ces pouvoirs au directeur général de l'établissement.

Quatre directions (au 01/10/2025) placées sous le pilotage de la Direction générale, une directrice de la communication (DCOM) ainsi que l'Agence comptable, qui lui est rattachée fonctionnellement concourent à l'accomplissement des missions de l'INPI :

Direction de la Propriété Industrielle et de l'international, ci-après désignée DP2I ;

Direction des Entreprises ;

Direction des Opérations, ci-après désignée DO ;

Direction des Ressources Humaines et des Moyens, ci-après désignée DRHM.

L'Agent comptable

L'INPI est doté d'un comptable public ; l'agence comptable est située au siège de l'établissement.

Les organes de contrôle

Une mission générale de contrôle budgétaire est confiée à un chef de mission du CGEFI conformément à l'arrêté du 26 décembre 2014. L'Etablissement est soumis au contrôle de la Cour des Comptes.

L'INPI en quelques chiffres

L'INPI compte environ 800 collaborateurs qui se répartissent entre le siège à Courbevoie, les principaux établissements de Compiègne et Lille, et 12 implantations régionales, ainsi qu'une présence dans 10 pays étrangers.

En 2025, le budget de l'INPI s'établit en recettes à 100 858 M€ (après plafonnement des recettes) et en dépenses à 147 M€ en autorisations d'engagement (AE) et 146 M€ en crédits de paiement (CP).

Pour l'exercice 2024, l'agence comptable a réalisé plus de 4 M d'opérations d'encaissement – dont 99.86% de paiements par internet ; elle a pris en charge 532 271 demandes de paiements, 663 486 demandes de versement de décaissements et 1 932 titres de recette et a remboursé 1 054 350 excédents de versement.

L'agence comptable gère 8 814 comptes clients ; l'encours des avances effectuées par les clients s'élève à 19,5 M€ au 31 décembre 2024.

Fiscalité

L'Institut n'entre pas dans le champ d'application de la TVA et n'est pas soumis à l'impôt sur les sociétés.

Définition des intervenants

Le correspondant de l'INPI sur ce marché est l'Agence comptable de l'INPI. En cas de modification de cet interlocuteur, l'INPI s'engage à indiquer au titulaire, le nom de la ou des personne(s) chargée(s) du suivi technique du marché au sein de l'établissement.

Le titulaire s'engage à notifier au pouvoir adjudicateur le nom, la qualité et les fonctions des personnes ayant qualité pour le représenter au sens de l'article 3.4.1 du CCAG-FCS une semaine avant leur intervention dans le cadre de l'exécution du marché.

Le suivi administratif du marché est assuré par la Direction des ressources et des Moyens (DRHM). Toute correspondance relative au présent marché doit lui être transmise à l'adresse suivante :

INPI, Direction des ressources et des moyens
A l'attention du service achats,
15, rue des Minimés
CS 50001
92677 Courbevoie Cedex

Le suivi financier du marché est assuré par la Direction des Ressources et des Moyens (DRHM) et l'agent comptable de l'INPI :

INPI, Direction des ressources et des moyens,
A l'attention du service financier,
15, rue des Minimés
CS 50001
92677 Courbevoie Cedex

4 SYSTEME D'INFORMATION COMPTABLE ET FINANCIER

Applications	Editeur	Type application	Objet	Direction utilisatrice
ENCAISSEMENT	Outil spécifique INPI	Gestion	Application encaissement des recettes de l'INPI	Tous les services
PEP PREMIUM	Nexpublica	Gestion	Logiciel budgétaire et comptable	Service financier Agence comptable Toutes directions dans domaine budgétaire
IMMOS net depuis 2012	GFI	Gestion	Application de gestion de l'inventaire physique et de l'inventaire comptable	Tous services gérant des immobilisations Agence comptable Service financier
GFD	GFI	Gestion	Application de gestion des frais de mission	Service financier et tous les services effectuant des missions
Civil net RH	Cyril	Gestion	Gestion de la paie, /Carrières/Agents /Absences	Direction des ressources humaines
Boutique		e-service	Application permettant de commander et de payer des prestations en ligne	Agence comptable
Back Office PI		e-service		DPI - DPSI
MIP	Développement interne	e-service	Module internet de paiement	DSI - Agence comptable

5 PRESTATIONS A REALISER DANS LE CADRE DE CE MARCHE

La prestation du commissaire aux comptes porte sur une mission de certification des comptes sociaux annuels.

La durée du mandat est de six exercices comptables, l'exercice comptable correspondant à une année civile. Le mandat du présent appel d'offre couvre les exercices 2026 à 2031 inclus. Le commissaire aux comptes de l'INPI est désigné par le conseil d'administration de l'INPI.

Le titulaire s'acquitte de ses obligations conformément aux lois, règlements et normes professionnelles en vigueur. Il justifie notamment son indépendance vis-à-vis de l'INPI.

Selon l'article L.823.3 du code de commerce, les commissaires aux comptes sont nommés pour six exercices, leurs fonctions expirant après la délibération de l'assemblée générale ou de l'organe compétent qui statue sur les comptes du sixième exercice.

La mission se déroule en trois phases, dont les principaux éléments attendus sont rappelés dans le tableau suivant :

Phases de l'audit	Documents/livrables	Communications/restitutions	Contraintes
Planification de l'audit	Lettre de mission comprenant notamment le plan de mission et le calendrier de l'intervention	Réunion de lancement de la mission avec l'ordonnateur et l'agent comptable en présentiel pour la 1 ^{ère} année et en présentiel ou en distanciel pour les exercices suivants.	Avant le 31 juillet de l'année N.
Phase préliminaire (intérim)	Synthèse des points de contrôle interne. Recommandations à mettre en œuvre	Réunion de présentation des points de contrôle interne en présentiel ou en distanciel.	L'intérim doit se terminer avant les travaux de clôture (novembre – début décembre N).
Intervention finale	Synthèse des points d'audit Support de présentation Rapport sur les comptes annuels	Réunion de présentation des résultats de l'audit avec l'ordonnateur et l'agent comptable, en présentiel ou en distanciel. Présentation du rapport au conseil d'administration.	Délais d'approbation du compte financier, conformément au décret 2012-1246 art. 212
Recommandations suite à audit	Rapport détaillé sur : - la justification des appréciations et des observations - les recommandations et alertes sur les évolutions à mettre en œuvre.	Réunion d'échanges avec l'ordonnateur et l'agent comptable en présentiel ou en distanciel.	le 15 mars N+1 au plus tard et en tout état de cause dans les délais réglementaires

Pour chaque document livrable, le titulaire remettra à l'INPI deux exemplaires : une version papier et une version envoyée par voie électronique.

Les rapports établis par le commissaire aux comptes en application des textes légaux et réglementaires sont signés par le commissaire aux comptes et mentionnent notamment les informations prévues aux articles R 822-93 et R 822-94 du Code de Commerce.

Les documents sont livrés à l'adresse suivante :

INPI
Agence Comptable de l'INPI,
15, rue des Minimes
CS 50001
92677 Courbevoie Cedex
Courriel : bonillon@inpi.fr

Les résultats et document produits dans le cadre de l'exécution des prestations sont la propriété exclusive de l'INPI ; le titulaire cède ses droits de propriété intellectuelle dans les conditions fixées au CCAP.

5.1 DESIGNATION D'UN SUPPLEANT

Le titulaire a désigné dans son offre un suppléant dans le seul but de pallier une éventuelle défection (empêchement, refus, démission ou décès). Le suppléant désigné ne peut prétendre à aucune rémunération dans le cadre de sa mission de suppléant. En cas de remplacement du titulaire, le suppléant accepte les clauses du présent marché sans y apporter aucune modification. Les prestations, aussi bien au niveau quantitatif que qualitatif, demeurent identiques dans les conditions établies par le titulaire et l'INPI.

5.2 ROLE DE CONSEIL

Il est demandé au candidat de fournir régulièrement une information sur les évolutions normatives et de pouvoir répondre aux questions techniques.